



Le SCFP : un bilan positif

Revue de l'année 2014



Conseil exécutif national du SCFP de 2014

Président national

1 Paul Moist

Secrétaire-trésorier national

2 Charles Fleury

Vice-présidentes et vice-présidents généraux

3 Daniel Légère

4 Lucie Levasseur

5 Fred Hahn

6 Kelly Moist

7 Marle Roberts

Vice-présidentes et vice-présidents régionaux

Terre-Neuve-et-Labrador

8 Wayne Lucas

Nouvelle-Écosse

9 Danny Cavanagh

Nouveau-Brunswick

10 Stephen Drost

Île-du-Prince-Édouard

11 Lori MacKay

Québec

12 Denis Bolduc

13 Marco Lutfy

Ontario

14 Michael Hurley

15 Candace Rennick

Nord de l'Ontario

16 Henri Giroux

Manitoba

17 Mike Davidson

Saskatchewan

18 Judy Henley

Alberta

19 Don Monroe

Colombie-Britannique

20 Mark Hancock

21 Victor Elkins

Vice-présidente et vice-président de la diversité

22 Yolanda McClean

23 Brian Barron



Crédits photo : Lou Arab – p. 7; Josh Berson – p. 3, 11, troisième de couverture; Mary-Ellen Bertram – p. 1; Murray Bush – p. 18, 19, 22; Michael Butler – p. 5; Karen Byzuk – p. 6, 8; Michel Chartrand – p. 24; SCFP-Alberta – p. 28; Tria Donaldson – p. 23, 26, 29, 31; Patrick Doyle – p. 12; Caelie Frampton – page couverture, p. 22; Benoît Gariépy – p. 15; Campbell River Mirror – p. 26; Dan Gawthrop – p. 25; Sandy Harding – p. 23; David Jacks – page couverture, p. 2, 15, 25, 26, troisième de couverture; Daniel Jalbert – page couverture; Michael Lanier (SCFP 1936) – p. 23; Louise Leblanc – p. 13, 20-21; Allan Lissner – p. 11; Nathan Markwart/SCFP-Saskatchewan – quatrième de couverture; John McCracken – page couverture, 20; Marilyn Mikkelsen – deuxième de couverture, p. 1; Neil Monckton – p. 14; Roseanne Moran – p. 18; Nouveau Parti démocratique du Canada – p. 3; Wes Payne – p. 28; Claude Roussel – p. 7; Craig Saunders/SCFP-Ontario – p. 4, 6, 9, 10, 14, 15, 19, 26, 27, troisième de couverture; Danielle Savoie – p. 5, 19, 27; Doug Sprenger (SCFP 951) – p. 27; Greg Taylor – p. 9, 24; Roland Thériault – p. 21; Jenna Wakani – p. 13.

ISSN 1916-503X

Le SCFP : un bilan positif est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa, Ontario, K1G 0Z7.

©SCFP 2015

Équipe éditoriale : Karin Jordan, Greg Taylor et Philippe Gagnon

Graphisme : Julie Turmel et Jocelyn Renaud

Adjoints à la rédaction : Hélène Bélanger, Michel Saucier et Geneviève Robichaud

Ce rapport est aussi accessible en ligne à SCFP.ca/bilanpositif

Imprimé sur du papier recyclé après consommation sans chlore à 25 pour cent certifié Forest Stewardship Council®.

Nos liens, notre pouvoir



En 2014, nous avons tissé de nouveaux liens et solidifié nos réseaux. Ce travail essentiel nous permettra de contrer les attaques qui s'intensifient contre les travailleurs. Grâce à ce réseautage, nous bâtirons une économie qui profite à tous et une société basée sur les valeurs de paix, de justice et d'égalité.

Lors de notre dernier congrès, nous avons reçu un mandat clair : bâtir un mouvement de résistance. Nous y avons consacré la dernière année. Nous avons continué à nous battre pour de bons emplois et de bons services publics, par l'action collective, à la table de négociations et dans nos communautés, mais aussi par l'action politique.

Pour assurer la vitalité de ce mouvement de résistance, il faut cependant accroître l'implication de nos membres. Si ceux-ci se sentent interpellés, le SCFP sera encore plus en mesure de remplir notre mission fondamentale, soit construire un meilleur pays en élisant des gouvernements qui respectent les travailleurs et les services publics. Ce pouvoir d'agir, nous le renforçons grâce au projet *Ensemble pour un monde plus juste*.

En 2014, nous avons aussi augmenté notre force à la table de négociations. En octobre, les participants à la toute première Conférence du Conseil national des secteurs ont appris les uns des autres et partagé leurs stratégies gagnantes. Résultat : nos membres sont mieux préparés à négocier. Ils sont aussi encore plus motivés à défendre les bons emplois et l'accessibilité aux services publics pour tous.

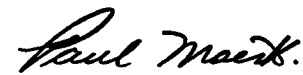


Avec l'aide de nos alliés, notre combat s'est intensifié sur tous les fronts : protection et bonification du système de santé, accessibilité des services de garde, bons emplois et sécurité à la retraite pour tous.

Notre solidarité avec nos alliés d'ici et d'ailleurs nous a également permis d'apprendre et de grandir comme mouvement. En réclamant de meilleurs milieux de travail et de meilleures communautés, au Canada et à travers le monde, nous avons fait une différence de bien des manières.

Forts de notre solidarité et des valeurs que nous partageons, nous étendons et renforçons nos réseaux un membre et une communauté à la fois. Nous avons de quoi être fiers de ce que nous avons accompli en 2014. Nous disposons de bases solides pour relever les défis qui nous attendent cette année, notamment l'élection d'un premier gouvernement néo-démocrate sur la scène fédérale. La mobilisation de nos membres y contribuera puissamment.

En 2015, travaillons ensemble à bâtir un avenir meilleur pour tous.



Paul Moist
Président national



Charles Fleury
Secrétaire-trésorier national

Des voix pour le changement

En misant sur nos valeurs de justice et d'équité, nous pouvons rendre la société meilleure pour tout le monde.

C'est d'ailleurs ce qui motive les membres du SCFP à agir lorsque notre pays est mis à mal. En 2014, nos membres ont défendu les services publics, les programmes sociaux et les principes démocratiques qui nous sont tous chers. Pour faire avancer nos revendications, des milliers de syndiqués du SCFP et d'autres Canadiens sont descendus dans la rue, ont fait du porte-à-porte, ont rencontré leur député et ont voté.

Cette année, nos membres ont résisté à de nombreuses attaques. Le gouvernement fédéral continue d'imposer des compressions qui fragilisent les services dont tous profitent. Les Conservateurs réduisent l'impôt des entreprises et des plus nantis, alors que l'écart entre les riches et les autres continue de se creuser. Le gouvernement Harper tente aussi de museler les

syndicats et de limiter notre capacité de syndiquer davantage de travailleurs.

Nous devons aussi lutter contre la privatisation et le sabrage des services publics aux niveaux provincial et municipal. Certains gouvernements provinciaux tentent d'adopter des lois pour nous retirer nos droits syndicaux, notamment notre droit à la négociation.

Face aux attaques, nous nous mobilisons. À chaque charge, notre solidarité s'accroît et notre engagement à bâtir un meilleur pays grandit. Au SCFP, l'action politique fait tout simplement partie de notre ADN.

L'union fait la force

Lorsque nos membres sont impliqués et mobilisés, ils sont aussi actifs politiquement.



Cette année, le déploiement du projet *Ensemble pour un monde plus juste*, qui vise à se rapprocher de nos membres, s'est accéléré. Dans chaque province, d'un secteur à l'autre et à l'échelle locale, nous gagnons en force.

Jour après jour, nous initiions de nouvelles conversations et nous tissons de nouveaux liens. Cette année, nous avons notamment :

- formé des dirigeants locaux et des communicateurs, en plus d'améliorer nos outils de formation.
- mis sur pied une base de données nationale pour suivre l'évolution du projet et préparer les prochaines étapes.
- conçu la trousse de négociation *Ensemble pour un monde plus juste* pour aider les sections locales à évaluer et à renforcer leur convention collective,

L'objectif étant de s'assurer que chaque convention protège le droit à la représentation et à la négociation de nos membres.

En Nouvelle-Écosse, le SCFP a utilisé le modèle de communication axé sur les conversations individuelles du projet *Ensemble pour un monde plus juste* pour mobiliser les 4700 membres du secteur des soins hospitaliers, répartis dans cinq sections locales. En Ontario, le projet *Ensemble pour un monde plus juste* a permis de stimuler l'implication des membres lors des élections provinciales et municipales. En Saskatchewan, le SCFP a eu recours au même modèle de conversations individuelles pour rejoindre ses membres infirmières auxiliaires autorisées et promouvoir leur rôle essentiel dans l'équipe de soins infirmiers.

Partout au pays, les syndicats se servent de l'initiative *Être juste* du Congrès du travail du Canada pour mobiliser leurs membres. Le SCFP appuie cette campagne publicitaire du CTC qui met en valeur les divers efforts déployés par le mouvement syndical afin d'améliorer la vie de tous les travailleurs. Le CTC a lancé une nouvelle vague de publicités à l'automne. Le site Internet a aussi été modifié pour mettre l'accent sur les principaux enjeux en vue des élections fédérales de 2015.

L'action politique

En 2014, le SCFP a travaillé étroitement avec le Nouveau Parti démocratique. Ensemble, nous avons revendiqué de bons emplois, la sécurité à la retraite pour tous et un meilleur accès aux soins de santé et aux services de garde. Partenaire fondateur du NPD, le mouvement syndical joue un rôle essentiel dans le débat politique et dans le processus démocratique. Le SCFP et le NPD sont porteurs d'une vision commune pour un Canada meilleur.

Qu'il s'agisse d'assurance-emploi, de santé, des garderies, des droits des travailleurs, de la sécurité des passagers dans les avions ou de la sécurité à la retraite, les campagnes que nous avons menées nous ont permis de consolider nos appuis en vue des élections de 2015.

En 2014, il y a eu des élections provinciales au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Les membres du SCFP en ont

profité pour promouvoir l'importance des services publics. Ils ont fait du bénévolat pour les candidats, sensibilisé leurs collègues de travail, milité dans leur milieu de travail et défendu leur communauté. Onze membres, employés ou retraités du SCFP ont aussi brigué les suffrages lors de ces élections.

Le SCFP s'est également impliqué dans les quatre provinces où on a tenu des élections municipales et scolaires à l'automne. Nous avons collaboré avec les conseils du travail locaux pour appuyer les mêmes candidats et fait de la sensibilisation et de la formation auprès des membres. Nous avons aussi effectué du porte-à-porte et travaillé à faire sortir le vote.

En Colombie-Britannique, les membres du SCFP et du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) se sont impliqués à fond, comme bénévoles et comme candidats lors des élections municipales et scolaires. Les



↑ Le chef du NPD, Thomas Mulcair, dans une garderie d'Ottawa où travaillent des membres du SCFP. Le NPD fédéral s'est engagé à instaurer un système national de garderies s'inspirant du modèle québécois. Il a aussi promis de fixer le salaire minimum fédéral à 15 dollars l'heure. Le parti met ainsi la table en vue de la campagne électorale fédérale de 2015.



← Appuyé par le SCFP, le candidat au poste de commissaire scolaire, Herman Pandher, appelle des électeurs à Burnaby. Il a obtenu un deuxième mandat.



résultats sont éloquentes : les deux tiers des candidats soutenus par le mouvement syndical ont remporté la victoire. Dans le cas du SCFP, c'est plus de 200 candidats. Des administrations progressistes ont été reportées au pouvoir dans toutes les régions. Des candidats ayant fait campagne en faveur de l'amélioration des services publics et des écoles se sont aussi fait élire dans des dizaines d'autres communautés.

Plusieurs membres, employés et retraités du SCFP et du SEH ont brigué les suffrages et plusieurs ont été élus :

- un membre du SCFP a été réélu comme maire.

- 15 membres, employés ou retraités du SCFP ont été élus ou réélus comme conseillers municipaux.
- deux membres du SEH ont été réélus comme conseillers municipaux.
- sept membres ou retraités du SCFP ont été élus ou réélus comme commissaires scolaires.

Dans le cadre des élections municipales et scolaires en Ontario, le SCFP s'est mobilisé et a contribué à l'élection de 173 candidats, dont 11 membres du SCFP :

- un membre a été élu au poste de maire.
- trois membres ont été élus ou réélus comme commissaires scolaires.

- sept membres ont été élus ou réélus comme conseillers municipaux.

Au Manitoba, nos membres ont contribué à l'élection de cinq candidats appuyés par les syndicats au conseil municipal de Winnipeg, trois au conseil municipal de Brandon et 10 aux commissions scolaires de Winnipeg, dont un membre du SCFP.

À l'Île-du-Prince-Édouard, deux membres du SCFP ont été candidats et nous avons aidé à faire élire deux candidats soutenus par le milieu syndical, dont le maire de Charlottetown. Enfin, en Saskatchewan, un jeune travailleur membre du SCFP est devenu

conseiller municipal à North Battleford à la faveur d'une élection partielle.

Notre présence politique s'est encore une fois fait sentir à l'assemblée annuelle de la Fédération canadienne des municipalités où nous avons organisé un forum couru sur les revenus municipaux, en plus de rendre publique une trousse à l'intention des dirigeants municipaux. Lors de l'assemblée annuelle de l'Association canadienne des bibliothèques, nous avons animé un atelier sur les effets du travail précaire sur les services.

Enfin, le SCFP a envoyé une importante délégation à la rencontre annuelle des

premiers ministres provinciaux à Charlottetown en août. Nous y avons réclamé des résultats dans les dossiers des régimes de retraite, de la santé, des garderies, de l'assurance-emploi, des Autochtones et du commerce.

Vers un programme national de garderies

2014 fut une année charnière pour la campagne *Repensons nos services de garde*. Dans le cadre de cette campagne, le SCFP, le mouvement syndical et nos alliés de la société civile ont joint leurs efforts pour exiger l'instauration d'un programme national de garderies.

Nous avons parlé à des milliers de syndiqués et de citoyens pour les convaincre que la garde des enfants n'est pas une responsabilité individuelle, mais collective. Ce faisant, nous avons attiré l'attention sur la nécessité d'ajouter ce nouveau pan au filet social canadien.

La conférence Services de garde 2020, tenue à Winnipeg en novembre, a été un moment fort de 2014. Le SCFP a commandité l'événement, en plus d'y dépêcher une soixantaine de travailleuses en garderie. En compagnie d'autres travailleurs et militants, nous avons élaboré une proposition réaliste en vue d'établir un programme national de garderies et invité les partis fédéraux à s'engager à la mettre en oeuvre.

La défense des chômeurs

Grâce notamment au travail de nos divisions de la côte est, le SCFP a continué à s'opposer aux modifications qui affaiblissent l'assurance-emploi. Des manifestations et des activités de lobbying ont été organisées et des travaux de recherche et des argumentaires produits. Les quatre divisions de la région, tout comme les employés du réseau de l'éducation de l'Île-du-Prince-Édouard, ont soumis un mémoire au groupe de travail créé par les premiers ministres de l'Atlantique sur la question. Ils ont aussi dénoncé les lacunes du rapport final.

Le SCFP a pu compter sur ses membres des Maritimes et de l'Atlantique pour réunir

des données sur les effets des modifications. Il a aussi aidé les sections locales à mieux comprendre les nouvelles procédures de l'assurance-emploi. À l'Île-du-Prince-Édouard, le SCFP a souligné qu'en fonction des nouvelles règles sur le lieu de résidence, les employés municipaux saisonniers n'auront plus droit aux prestations.

Nous continuons de réclamer l'abolition des nouvelles règles, tout en attirant l'attention sur les difficultés des travailleurs sans emploi. En décembre, le gouvernement fédéral a dû embaucher du personnel supplémentaire pour traiter le nombre croissant de plaintes et de demandes d'information.





↑ Le 31 mars, des membres du SCFP-Manitoba se sont réunis devant le bureau du député conservateur fédéral Stephen Fletcher pour exiger le renouvellement de l'Accord fédéral-provincial sur la santé.



← En plus de cette mobilisation éclair devant les bureaux torontois de Transports Canada, les agents de bord ont eu recours à diverses autres tactiques pour mettre en lumière le risque à la sécurité des passagers posé par l'abandon du ratio d'un agent de bord pour 40 passagers.



↑ Répondant à l'appel de la Coalition de la santé de l'Ontario, plus de 3000 personnes, dont plusieurs membres du SCFP, ont manifesté devant l'Assemblée législative de l'Ontario le 21 novembre pour dénoncer les compressions du gouvernement libéral en santé, ainsi que sa volonté de privatiser et démanteler les hôpitaux communautaires.

La mobilisation pour l'assurance maladie

Le 31 mars, le SCFP et le SEH ont participé à 46 manifestations organisées à travers le pays par la Coalition canadienne de la santé pour souligner l'expiration de l'Accord sur la santé de 2004. La fin de cet accord entraînera des compressions de 36 milliards de dollars dans le financement versé aux provinces, en plus d'accroître les inégalités dans les soins de santé partout au pays.

Cette journée marquait aussi le lancement de notre campagne en faveur du renouvellement de l'accord, menée de concert avec le Conseil des Canadiens. Dans le cadre de cette campagne, nos membres ont fait du porte-à-porte et organisé de grands événements publics dans 12 communautés réparties dans huit provinces.

La série d'assemblées publiques avec la présidente nationale du Conseil des Canadiens, Maude Barlow, et notre président national, Paul Moist, a connu un vif succès. À chaque arrêt, de nombreuses personnes militant pour l'amélioration du système de santé y ont participé. Elles ont notamment

partagé des anecdotes sur la vie avant et après l'assurance maladie.

La sécurité des passagers

Les membres de la Division du transport aérien du SCFP ont réussi à freiner les plans des compagnies aériennes et du gouvernement Harper qui souhaitent réduire le nombre d'agents de bord sur tous les vols des compagnies aériennes canadiennes.

La réglementation de Transports Canada prévoit la présence d'un agent de bord pour 40 passagers. La Division du transport aérien a contesté devant les tribunaux les exemptions accordées à cinq transporteurs, qui abaissent cette norme à un agent pour 50 sièges passagers. Les agents de bord se mobilisent aussi pour empêcher qu'on modifie la règle de façon permanente. Ils ont rassemblé des données sur l'impact d'un tel changement sur la sécurité des passagers.

La réduction du nombre d'agents de bord est la dernière d'une série de décisions du gouvernement conservateur affectant les conditions de travail et les droits des agents

de bord. Depuis leur arrivée au pouvoir, les Conservateurs ont favorisé la déréglementation, en plus de s'en prendre au régime de retraite et au droit à la libre négociation des agents de bord.

La sécurité à la retraite pour tous

En 2014, la protection des régimes de retraite au travail et la bonification des régimes publics de pensions sont demeurées des priorités pour le SFCP. Malgré le remarquable consensus des provinces, des experts et des citoyens, le gouvernement conservateur a refusé de bonifier le Régime de pensions du Canada (RPC). En collaboration avec le Congrès du travail du Canada, le SFCP fera de la bonification du RPC un enjeu central de la prochaine campagne électorale fédérale.

En 2014, les membres du SFCP ont contré plusieurs attaques contre les régimes de retraite au travail.

Le SFCP-Alberta et plusieurs sections locales se sont alliés à la Fédération du travail de l'Alberta et à d'autres syndicats du secteur public pour repousser une charge du gouvernement conservateur visant à diluer le Régime de retraite des administrations locales (Local Authorities Pension Plan). Le SFCP a joué un rôle clé dans l'organisation d'une vague d'opposition qui a contraint le Parti progressiste-conservateur albertain à reculer. Cette coalition est sur



un pied d'alerte, au cas où le gouvernement reviendrait à la charge.

En Saskatchewan, le SFCP a mené la lutte pour forcer la Ville de Regina à honorer la promesse faite aux syndicats de la municipalité. Après avoir tenté d'introduire un régime de retraite moins sécuritaire que ce que prévoyait l'accord conclu, la Ville a repris les négociations et a fini par signer une entente qui protège le régime à prestations déterminées de ses employés.

Après deux ans de pourparlers avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, le SFCP et plusieurs autres syndicats du

secteur public ont signé un nouvel accord qui préserve le régime provincial à prestations déterminées et qui permet, pour la première fois, aux syndicats de participer à sa gestion.

Le SFCP s'est également battu contre les compressions envisagées au TRIO, le régime de retraite des petites municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador. En 2012, TRIO avait transformé unilatéralement son régime à prestations déterminées, le faisant passer d'un modèle basé sur les « cinq meilleures années » à un modèle basé sur la « moyenne en carrière », un changement





qui aurait réduit dramatiquement les prestations, surtout pour les jeunes. La campagne de riposte qu'a menée le SCFP a forcé TRIO à revenir au modèle antérieur.

Au Québec, le SCFP est à la tête d'une coalition contre la restructuration des régimes municipaux imposée par le gouvernement provincial. La Coalition syndicale pour la libre négociation a organisé de grandes mobilisations dans plusieurs villes, dont une manifestation à Montréal qui a attiré plus de 35 000 personnes.

Pour l'égalité et la justice

Le service de l'égalité du SCFP a travaillé à faire progresser la justice économique, sociale et raciale sur plusieurs fronts cette année, notamment en matière de harcèlement et de violence faite aux femmes.

Ce service a élaboré trois nouveaux outils pour s'attaquer au harcèlement au travail : une étude sur les causes profondes du harcèlement, une trousse pour les militants locaux et un dépliant s'adressant aux membres victimes ou témoins de harcèlement ainsi qu'à ceux qui veulent faire de la sensibilisation sur la question.

Le SCFP a participé à une enquête sans précédent sur la violence familiale et ses effets au travail menée par l'Université Western Ontario auprès de 8000 travailleurs canadiens. Cette enquête a permis de démontrer l'importance de ce type de violence et l'ampleur de ses conséquences



pour les travailleurs, tout spécialement les femmes, les Autochtones et les LGBTTI.

Dans le cadre de la campagne *Shine the Light* (Faire la lumière) organisée par la Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes, notre syndicat a pris position contre la violence faite aux femmes et aux filles en illuminant le bureau national en violet le 6 décembre. Sur les réseaux sociaux, le SCFP a aussi participé à la campagne

#PasCorrect qui visait à attirer l'attention sur ces choses que nous voyons et entendons et qui font l'apologie de la violence faite aux femmes.

Le SCFP s'est joint à la campagne *Place au débat* pour réclamer un débat des chefs fédéraux sur les enjeux qui affectent les femmes, plus particulièrement la violence faite aux femmes, la sécurité économique des femmes et les femmes dans les postes

de décision. Nous participons aussi à la campagne de l'Alliance féministe pour l'action internationale et de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) réclamant une enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées.

Au cours de l'année, le SCFP s'est montré solidaire des Autochtones de diverses manières, par exemple en appuyant les vigiles des Sœurs par l'esprit organisées par l'Association des femmes autochtones du Canada et en commanditant un banquet pour les familles des femmes autochtones disparues et assassinées. Nous avons aussi renforcé nos liens avec les Autochtones en participant à l'assemblée annuelle de l'Assemblée des Premières Nations (APN)

et à l'Assemblée extraordinaire des chefs de l'APN.

Nous avons aussi soutenu les efforts de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada et nous tentons d'attirer l'attention sur l'impact historique de la « rafle des années 60 », période où les organismes de protection de la jeunesse ont placé près de 20 000 enfants autochtones en famille d'accueil ou en adoption, les privant de leur famille, de leur langue et de leur culture.

L'année des militants LGBTTI a été marquée par la conférence WorldPride sur les droits de la personne. Le SCFP était parmi les commanditaires de cet événement qui s'est tenu à Toronto en juin. Les délégués du SCFP et ceux provenant de 50 pays ont échangé et partagé des stratégies sur divers sujets. La délégation du SCFP a fait état des efforts que nous déployons pour défendre les LGBTTI. Nous avons aussi animé un débat sur la participation du mouvement syndical à la reconnaissance des droits des LGBTTI. La conférence s'est conclue par un grand défilé et plusieurs représentants du SCFP ont participé fièrement.

Cette année, le SCFP-Ontario a présenté sa première Conférence annuelle sur la justice raciale, sur le thème *Debout pour l'égalité, les droits de la personne et la justice raciale*. La conférence portait principalement sur les compressions dans les services publics et les





↑ Le Comité sur la justice raciale du SCFP-Ontario était fortement représenté au grand défilé du Carnaval de Toronto en août 2014. Des membres du SCFP ont participé au défilé pour réclamer l'égalité pour les travailleurs racisés, l'équité en matière d'emploi et davantage de sensibilisation contre le racisme.



← Ann Ramsay de la section locale 1770 a reçu le prix Access 2014 remis par le Conseil des personnes ayant un handicap de l'Île-du-Prince-Édouard. En 2009, alors qu'elle était chauffeuse d'autobus scolaire, elle a eu un accident qui a paralysé ses membres inférieurs. Elle copréside le Groupe de travail national du SCFP sur les personnes ayant un handicap où elle représente aussi l'Île-du-Prince-Édouard.

attaques contre les syndicats, du point de vue des groupes en quête d'égalité. On y a aussi mis en valeur la campagne du SCFP-Ontario sur l'équité en matière d'emploi.

Pour un monde meilleur

La justice économique et sociale ne doit pas avoir de frontières. Cette conviction est au cœur des actions du SCFP en matière de solidarité internationale. Le SCFP étant un membre actif de l'Internationale des services publics (ISP), une fédération mondiale de syndicats, nous sommes en relation avec les employés du secteur public du monde entier.

En juin, des membres et des alliés du SCFP se sont réunis pour mettre à jour la vision de la justice mondiale de notre syndicat. Ils ont aussi développé un nouvel énoncé de politique qui réaffirme notre engagement envers l'érection de syndicats et de mouvements sociaux forts à travers le monde. Pour lutter efficacement contre les inégalités sociales et le pouvoir croissant de l'entreprise privée au Canada, nous devons faire de même à l'étranger. C'est aussi vrai pour notre combat pour protéger les droits des travailleurs et les services publics.

Le Fonds pour la justice mondiale du SCFP soutient neuf projets en ce moment. Ils favorisent l'avancement des droits des travailleurs et de l'égalité des sexes, la protection des services publics ou encore le renforcement des syndicats. À travers ce fonds, les membres du SCFP sont en lien avec des travailleurs colombiens, cubains, honduriens, nicaraguayens et philippins. Ce fonds aide aussi l'organisme AIDS-Free World à combattre la discrimination et à réclamer des mesures plus efficaces pour lutter contre le VIH-sida dans le monde.

En 2014, des militants du SCFP ont aussi participé à des délégations qui se sont rendues:

- au Bangladesh pour appuyer les travailleurs du vêtement dans la défense de leur droit à la sécurité au travail et de leurs droits syndicaux.
- au Nicaragua et au Honduras pour

souligner la Journée internationale de la femme et rencontrer des femmes qui travaillent dans les ateliers de misère (« sweatshops »).

- aux Philippines pour en savoir plus sur l'impact de l'activité minière sur les communautés autochtones.
- à Detroit où Paul Moist s'est joint à un convoi international organisé par Maude Barlow et les militants du Conseil des Canadiens pour apporter 1000 litres d'eau publique à la population et réclamer la fin des coupures de service en eau.

Nous avons aussi plaidé en faveur des droits de la personne en dénonçant la répression exercée contre les organisateurs syndicaux aux Philippines, en nous opposant aux modifications adoptées par le gouvernement conservateur qui font en sorte que les travailleurs étrangers ont des conditions de travail précaires et dangereuses et en



← Gloria Lepine, vice-présidente suppléante de la diversité au Conseil exécutif national du SCFP (Autochtones) et membre de la section locale 3550, lors d'un séjour aux Philippines.

↑ De gauche à droite : Joëlle Ravary et Dianne Frittenburg du Comité national des femmes du SCFP, Johana Arce du Mouvement Maria-Elena-Cuadra des travailleuses et des chômeuses nicaraguayennes, Susan Blair, vice-présidente générale du SCFP-C.-B., et Barbara Wood, directrice générale de CoDevelopment Canada et membre de la section locale 1004.

défendant la cause de Deepan Budlakoti, un homme natif d'Ottawa que le gouvernement Harper a rendu apatride en le privant de sa citoyenneté canadienne.

Nous avons prôné la paix face à l'agression militaire en Irak. Nous avons aussi réclamé la fin des violences à Gaza et la tenue de négociations de paix. Nous avons fait un don de 25 000 dollars à un fonds syndical mondial pour la reconstruction de Gaza.

Durant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, le SCFP a fait des dons totalisant 20 000 dollars au fonds d'aide de l'ISP et à Médecins sans frontières.

Le SCFP s'est également rendu à Washington pour participer au sommet de l'ISP sur les nouveaux accords sur le commerce et l'investissement, comme l'Accord économique et commercial global canado-européen (AÉCG). Ces accords menacent les travailleurs, les services publics, la démocratie et nos communautés.

Nous avons aussi soutenu la publication d'une nouvelle étude sur les dangers de l'AÉCG. Enfin, à travers le Réseau pour le commerce juste, nous avons contribué au lancement d'un débat pancanadien sur une vision positive du commerce qui profite à tous et non pas uniquement à l'élite du monde des affaires.



Notre unité, nos avancées

En travaillant ensemble à la table de négociations, nous obtenons des gains qui profitent à toute la société.

L'année 2014 a été occupée et remplie de défis au chapitre des négociations. La reprise économique est timide, la croissance de l'emploi est plutôt lente et la croissance des salaires aussi, particulièrement dans le secteur public. Plusieurs gouvernements et employeurs du secteur public procèdent à des compressions sévères qui risquent d'aggraver la situation.

Ce climat d'austérité, les membres du SCFP le ressentent à la table de négociations. Les employeurs tentent de leur imposer des concessions et des compressions. Lorsque des syndiqués occupant des emplois à temps plein prennent leur retraite, les nouveaux membres qui les remplacent obtiennent souvent des postes à temps partiel, contractuels ou occasionnels. De plus, des assauts législatifs, comme le projet de loi 37 sur les services essentiels en



Nouvelle-Écosse, privent les travailleurs de leur droit fondamental de faire la grève et de négocier librement des salaires et des avantages sociaux justes.

Tisser des liens entre les secteurs

C'est sous ce thème que près de 1200 membres, employés et invités du SCFP se sont réunis à Toronto en octobre pour la toute première Conférence du Conseil national des secteurs. Les participants ont tissé des liens entre les régions dans 11 rencontres sectorielles, puis entre les secteurs dans des plénières animées où on a discuté des tendances, des défis qui nous attendent et de nos réussites.

Dans tous les secteurs, les travailleurs ont dit subir les mêmes pressions : menaces

législatives, attaques contre les régimes de retraite, compressions, sous-financement, travail précaire, privatisation et santé-sécurité au travail, pour ne nommer que les problèmes les plus criants.

Des conférenciers comme la députée néo-démocrate fédérale, Peggy Nash, et le président de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (Fédération



américaine des employés des états, des municipalités et des comtés), Lee Saunders, ont fait le parallèle entre l'action politique collective et la négociation collective. M. Saunders a électrisé la salle en enjoignant les syndicats à travailler à l'organisation et à la mobilisation de leur base.

Cette conférence constituait la première étape vers l'établissement de conversations sectorielles plus régulières. Nos membres pourront y partager de l'information et des stratégies gagnantes en matière de négociation et sur d'autres enjeux comme la privatisation.

Mieux connaître nos membres

Notre syndicat a réalisé quelque chose d'énorme cette année en menant son tout premier sondage exhaustif auprès des

membres. Grâce à la collaboration des sections locales, des dirigeants et du personnel du SCFP, nous en savons maintenant plus sur la composition de notre effectif. Par exemple, nous avons appris que les femmes forment 68 pour cent de notre effectif et que 20 pour cent de nos membres occupent un emploi précaire.

Les résultats de cette enquête permettront au SCFP d'améliorer le soutien offert aux sections locales lors des négociations. Ils nous aideront aussi à mieux défendre tous nos membres, dont ceux appartenant à un groupe en quête d'égalité. Grâce aux données recueillies, nous pourrions raconter plus fidèlement l'histoire de nos membres, de leurs luttes et de leurs réussites et les situer dans un contexte plus large. Enfin, ce sondage servira de point de référence aux coups de sonde suivants.

S'organiser pour faire des gains

En 2014, plus de 6300 personnes ont choisi le SCFP pour les représenter dans 63 lieux de travail répartis dans tous les secteurs et toutes les régions. Fort de ses 630 000 membres, notre syndicat continue de grandir, et ce, dans un contexte de plus en plus difficile pour la syndicalisation et la négociation.

Les sections locales du SCFP ont négocié 463 conventions collectives en 2014, alors que la négociation de 2002 autres a été amorcée. En 2015, 743 conventions devront être négociées. Nos membres se sont serrés les coudes pour résister aux demandes de concessions, obtenir de modestes hausses de salaire et, dans quelques cas, arracher de nouveaux gains.

Très actif à la plus grosse table de négociations du secteur public de la Colombie-Britannique, le Syndicat des employés

d'hôpitaux, la division des soins de santé du SCFP en Colombie-Britannique, a contribué à la conclusion d'une convention collective pour près de 47 000 travailleurs de la santé.

L'association multi-syndicale Facilities Bargaining Association qui négocie pour plusieurs syndicats, dont la section locale 873 représentant les ambulanciers, a conclu une entente de cinq ans. Elle prévoit des limites à la sous-traitance, des augmentations de salaire, plus d'argent pour le fonds syndical de formation et l'équité salariale pour les ambulanciers à temps partiel.

En Ontario, deux sections locales ont décroché une convention collective avant-gardiste qui prévoit la création d'un régime de retraite au travail. Ainsi, les membres de la section locale 2221 (COSTI Immigrant Services à Toronto) et ceux de la section locale 4308 (Sprint Senior Care) pourront dorénavant cotiser au Régime de retraite multi-secteur.



← Les membres du SEH qui œuvrent à l'hôpital régional et au centre d'oncologie d'Abbotsford se sont mobilisés et ont conclu une nouvelle convention collective avec la multinationale Sodexo. Ce faisant, ils ont empêché l'instauration d'une clause à disparité de traitement, en plus de décrocher une augmentation de salaire et des améliorations à leurs avantages sociaux.

→ Des membres de la section locale 4308 (Sprint Senior Care) exigeant le respect.





Au Québec, le SCFP est membre du front commun formé en vue des négociations avec le gouvernement provincial en 2015. Les 400 000 travailleurs de la fonction publique s'opposent aux compressions massives en cours dans les programmes et les services publics. Les syndicats réclament une augmentation réelle des salaires et une amélioration de leurs conditions de travail. Afin de protéger les bons emplois et les services publics, ils exigent que le gouvernement comble les postes laissés vacants par les départs à la retraite et luttent contre le travail précaire.

Après plus de trois ans et 56 séances de négociation, les 1100 cols bleus de la Ville de Québec ont renouvelé leur convention collective en mai. Les membres de la section locale 1638 ont obtenu une augmentation de salaire, en plus d'avoir effectué des avancées en matière de rapatriement à l'interne des tâches confiées en sous-traitance.

En Alberta, les membres de la section locale 3550 qui travaillent à la garderie Garrison d'Edmonton ont négocié leur première

convention collective, établissant du coup quelques premières pour les employés de garderies militaires au Canada. Ces travailleurs sont devenus membres du SCFP en 2013.

En Ontario, les sections locales du secteur scolaire ont fait un grand pas en avant en s'engageant dans une procédure de négociation centralisée avec le ministère provincial et les commissaires scolaires. Le comité de coordination du secteur a réclame des modifications à la Loi 122 afin de pouvoir négocier d'égal à égal. Les membres, les dirigeants locaux et les employés du SCFP du secteur ont aussi assuré la coordination qui a permis aux 109 sections locales d'accepter la procédure de négociation centralisée avant les élections provinciales. La solidarité déployée dans ce processus augure bien pour les 55 000 travailleurs du SCFP concernés par la négociation centralisée qui se déroulera en 2015.



En 2014, plusieurs sections locales ont réalisé des gains importants en menant des campagnes pour éviter la grève. C'est le cas de la section locale 3085 qui représente les travailleurs de l'organisme Community Living Selkirk qui aident les personnes ayant une déficience intellectuelle. Les membres de la section locale ont notamment manifesté pour obtenir le respect et un salaire équitable. Cette campagne a permis aux intervenants en intégration communautaire de toute la province de remporter une grande victoire. Le gouvernement manitobain a en effet débloqué une enveloppe de six millions de dollars pour rajuster les salaires. La section locale 3085 peut donc dire mission accomplie.

Les 10 membres de la section locale 4732 à l'emploi de la maison de transition Hope Haven de Labrador City ont aussi mené une campagne pour éviter la grève. L'objectif de la campagne était de sensibiliser la population et la classe politique locales



↑ Début février, six mois après avoir déclenché la grève, les employés municipaux de Bonfield ont reçu l'appui de nombreux citoyens, travailleurs et dirigeants du SCFP lors d'une journée de pêche sur la glace au lac Nosbonsing. Un feu de joie a été allumé pour l'occasion.

↓ Les membres de la section locale 3085 ont fait la grève pour réclamer des conditions justes.

Les services et secteurs du SCFP

-  Transport aérien
-  Garderies
-  Communications
-  Services sociaux et communautaires
-  Services d'urgence
-  Routes et autoroutes
-  Hôpitaux
-  Logement
-  Bibliothèques
-  Soins de longue durée
-  Municipalités
-  Éducation postsecondaire
-  Sociétés d'État et organismes publics
-  Transport en commun
-  Conseils et commissions scolaires
-  Services publics



Le SCFP d'un océan à l'autre

Les bureaux du SCFP à travers la Canada



QUÉBEC
111 250 membres
505 sections locales

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
6000 membres
47 sections locales

Colombie-Britannique

Abbotsford
Burnaby
Courtenay
Cranbrook
Kelowna
Nanaimo
Prince George
Terrace
Trail
Victoria

Alberta

Calgary
Edmonton
Fort McMurray
Grande Prairie
Lethbridge
Medicine Hat
Red Deer

Saskatchewan

Prince Albert
Regina
Saskatoon

Manitoba

Brandon
Dauphin
Winnipeg

Ontario

Barrie
Cornwall
Hamilton
Kenora
Kingston
Kitchener
London
Markham
Mississauga
North Bay

Oshawa
Ottawa
Peterbrooke
Peterborough
Sault Ste. Marie
St. Catharines
Sudbury
Thunder Bay
Timmins
Windsor

Québec

Baie-Comeau
Gatineau
Jonquière
Montréal
Québec
Rimouski
Rouyn-Noranda
Sept-Îles
Sherbrooke
Trois-Rivières

Nouveau-Brunswick

Beresford
Dalhousie
Dieppe
Edmundston
Fredericton
Saint-Jean

Nouvelle-Écosse

Dartmouth
New Glasgow
Sydney
Yarmouth

Île-du-Prince-Édouard

Charlottetown

Terre-Neuve-et-Labrador

Corner Brook
Saint-Jean

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

3000 membres
17 sections locales

NOUVEAU-BRUNSWICK

26 500 membres
173 sections locales

NOUVELLE-ÉCOSSE

18 500 membres
127 sections locales



à la discrimination salariale dont ils étaient victimes. Ils ont en effet été exclus d'une récente entente provinciale sur l'évaluation des emplois. Forts d'un mandat de grève unanime, les syndiqués se sont joints aux autres intervenants en situation de crise de la province pour obtenir une augmentation de huit dollars l'heure sur deux ans.

En 2014, le SCFP a financé 25 campagnes du genre, pour un budget total de plus de 875 000 dollars. Cet argent a aidé nos sections locales à se mobiliser pour résister aux compressions et aux concessions. Le soutien financier du SCFP s'est poursuivi pour les huit sections locales qui ont dû déclencher la grève. Une somme additionnelle de 225 000 dollars a permis de financer les efforts de communication et de mobilisation entrepris pour mettre fin aux litiges.

Solidarité sur les piquets de grève

Pour la première fois, le solde de la Caisse nationale de grève dépasse les 80 millions de dollars. Nous avons assez d'argent pour soutenir toutes les sections locales qui décident de débrayer pour défendre leurs emplois et les services publics.

Deux constantes ont marqué les conflits de travail du SCFP en 2014 : une forte solidarité sur les piquets de grève et un soutien populaire généralisé. Avec l'aide de nos alliés syndicaux et communautaires, nos membres ont pu protéger leurs acquis et faire de nouveaux gains. Dix sections locales du SCFP ont été en grève ou en lock-out en 2014.

La plus longue grève, celle des employés municipaux de Bonfield en Ontario, a duré 10 mois. Tombés en grève en août, les 16 membres de la section locale 4616-2 ont traversé les saisons pour finalement décrocher un contrat sans concession, prévoyant des hausses salariales et le retour au travail des cinq syndiqués congédiés par le maire durant le conflit. Plus de 150 sections locales du SCFP ont fait un don pour soutenir les travailleurs. Plusieurs membres d'autres sections locales sont venus les appuyer sur le piquet de grève. La population locale leur a aussi offert nourriture et encouragements, des gestes particulièrement appréciés pendant l'hiver.



Après quatre mois de lock-out, les membres de la section locale 1281 à l'emploi de l'Association des étudiants au programme d'éducation permanente de l'Université Ryerson ont obtenu une convention collective sans concession. Ils ont ratifié celle-ci le 31 janvier, puis ils sont retournés au travail début février, après avoir contesté un autre lock-out illégal.

La sous-traitance a poussé 400 membres de la section locale 3890 à débrayer pour une journée en janvier. Ces syndiqués sont employés de soutien à la commission scolaire Chignecto Central Regional en Nouvelle-Écosse. Le litige s'est réglé en médiation en avril.

Trente employés de la l'établissement de retraite Naramata Centre en Colombie-Britannique ont amorcé une grève à la mi-mai pour s'opposer à un vaste plan de sous-traitance. Les membres de la section locale 608 fournissent des services alimentaires, d'entretien ménager, d'entretien extérieur et de maintenance. La direction



↑ Quand la municipalité régionale de Durham en Ontario a exigé des concessions à un groupe d'employés bien précis, les membres de la section locale 1764 ont fait preuve de solidarité. En juin, les 1500 membres ont débrayé pour protéger les congés de maladie des ambulanciers. Trois semaines plus tard, les membres renouvelaient leur convention collective avec une augmentation de salaire et une bonification des congés de maladie pour les ambulanciers.

← Des membres de la section locale 402-01 à White Rock.



▼ PHOTOS DU BAS

De gauche à droite, des membres du SFCP provenant de Castlegar en Colombie-Britannique, de Black River-Matheson en Ontario et de Campbellton au Nouveau-Brunswick.

de l'établissement a des liens étroits avec l'Église unie du Canada et le SFCP lui a demandé d'intervenir dans le dossier. Malheureusement, le centre a fermé ses portes en janvier 2015.

Début mai, les 100 cols bleus et cols blancs de White Rock en Colombie-Britannique ont déclenché la première grève de l'histoire de la section locale 402-01. Un mois plus tard, ils décrochaient une convention collective qui règle la plupart des principaux points en litige, comme le traitement équitable des employés occasionnels et à temps partiel ainsi que la protection pour les syndiqués qui tombent gravement malades.

Pour la première fois en 60 ans, les 34 employés municipaux de Castlegar ont déclenché la grève le 8 novembre pour s'opposer aux concessions demandées par l'employeur et réclamer une clause standard sur la sécurité d'emploi. Le 23 décembre, ils ont signé une convention collective qui

règle la question de la sécurité d'emploi, en plus de prévoir des hausses salariales et d'autres améliorations.

Les employés municipaux du comté de Black River-Matheson en Ontario ont été mis en lock-out le 11 août. Ces 23 membres de la section locale 1490 avaient rejeté des concessions qui ouvraient la porte à la sous-traitance du déneigement des rues. Après sept semaines de lock-out, le conseil municipal a d'abord rejeté l'entente conclue par ses propres négociateurs, puis s'est révisé deux jours plus tard.

Si les 43 membres de la section locale 76 à l'emploi de la ville de Campbellton au Nouveau-Brunswick se sont retrouvés en lock-out au début de novembre, c'est parce que l'employeur menaçait de sous-traiter le déneigement. Près d'un mois plus tard, les cols bleus ont conclu une entente qui protège leurs emplois et leur régime de retraite à prestations déterminées, en plus d'augmenter les salaires.

À Mount Pearl à Terre-Neuve-et-Labrador, 140 cols bleus et cols blancs membres de la section locale 2099 ont fait front commun pour obtenir une convention collective équitable. Après 16 jours de lock-out à l'automne, ils ont obtenu une convention collective comprenant des hausses salariales de 15 pour cent.

Pour appuyer leurs demandes contractuelles, plus de 2000 membres de la section locale 1294 à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont tenu deux grèves d'un jour à l'automne. La convention collective conclue à la mi-octobre comporte des améliorations pour les employés temporaires et occasionnels, ainsi qu'une nouvelle échelle salariale qui prévoit une évaluation et une rémunération équitable de tous les postes. Les ouvriers qualifiés, le personnel de bureau, le personnel technique et les professionnels de l'UQAM étaient sans convention collective depuis mai 2012.





Finalement, les 27 000 membres du SCFP à l'emploi des commissions scolaires de la Colombie-Britannique ont exprimé leur solidarité avec les enseignants en grève en se rendant sur les piquets de grève érigés durant le conflit qui a duré de juin à la mi-septembre. Les membres du SEH et d'autres syndiqués ont fait de même. Dans le même esprit, les employés des services alimentaires de l'Université du Nouveau-Brunswick (section locale 2266) ont épaulé les professeurs, le personnel enseignant et les bibliothécaires, dont la grève a été suivie d'un lock-out de trois semaines en janvier.

Nos batailles légales

En 2014, le service juridique du SCFP a défendu avec vigueur les droits des travailleurs à l'échelle locale, provinciale et nationale.

En Nouvelle-Écosse, nous avons contesté le projet de loi 1 qui fusionne les agences régionales de la santé et qui impose des unités de négociation. Le SCFP a dénoncé énergiquement l'inconstitutionnalité de cette loi qui viole le droit d'association assuré par la *Charte des droits et libertés*. Nous avons aussi proposé la création d'une association de négociation collaborative qui permettrait aux travailleurs de la santé d'être représentés à la même table de négociations, et ce, sans avoir à quitter leur syndicat.

Nous avons aussi remporté un arbitrage important en Alberta, où une de nos membres se faisait harceler et agresser sexuellement par un supérieur. Le SCFP a réussi à démontrer qu'en omettant de réagir adéquatement et promptement à la plainte de la syndiquée, l'employeur avait nui à la santé mentale de celle-ci. L'arbitre a accordé un dédommagement de plus de 805 000 dollars, un nouveau record canadien.

Le SCFP a également gagné plusieurs causes qui font avancer la reconnaissance de la maladie mentale comme handicap donnant droit à des accommodements au travail.

En plus de l'aide apportée par son service juridique, le SCFP a défrayé plus de 2,2 millions de dollars en frais juridiques et frais d'arbitrage en 2014 pour assurer à ses membres une représentation et une préparation adéquates dans toutes leurs contestations juridiques, y compris dans des causes avant-gardistes en matière de droits de la personne.



La défense des services publics

Les travaux du service de recherche du SCFP couvrent tous les aspects du travail syndical. Plusieurs politiques publiques font aussi parties du champ d'étude du SCFP. En 2014, nous avons aidé nos membres lors des négociations, mais nous avons aussi défendu les services publics en effectuant des représentations auprès des gouvernements du pays. Nos chercheurs ont également prodigué des conseils stratégiques à nos nouveaux conseils sectoriels, ainsi qu'à nos comités nationaux, en plus de contribuer à nos campagnes nationales sur les soins de santé, les services de garde, le commerce et l'assurance-emploi.

Ils ont rédigé des profils des principaux secteurs du SCFP, ainsi que des fiches d'information, des mémoires et des présentations portant notamment sur :

- la syndicalisation et les services de garde.

- les projets de loi fédéraux antisyndicaux C-377 et C-525.
- le coût des médicaments d'ordonnance.
- les façons d'identifier et d'éviter les clauses à de disparité de traitement.
- les nouvelles formes de privatisation, comme le recyclage d'actifs et les obligations à impact social.
- les régimes de retraite et leur négociation.
- la privatisation dans le secteur de l'énergie.
- les dangers des nouveaux accords sur le commerce et l'investissement comme l'AECC.
- les modifications apportées aux programmes fédéraux de formation et l'accessibilité des programmes d'alphabetisation.
- l'objectif de hausser le salaire de tous les membres du SCFP à au moins 18 dollars l'heure.
- l'annulation de la construction en PPP des centrales au gaz de l'Ontario.
- la nécessité de se doter de nouvelles infrastructures publiques pour l'énergie renouvelable.

Parmi les autres outils produits à l'intention de nos membres, mentionnons une version mise à jour du document sur la négociation et la privatisation, ainsi qu'une version bonifiée de la trousse de lutte contre la privatisation pour les travailleurs du secteur de la santé de la Saskatchewan.



↑ Les sections locales du SCFP qui représentent les employés des centres d'appels du Québec ont distribué une trousse éducative à tous les syndiqués pour les sensibiliser à la détresse psychologique au travail. Cette campagne avait pour slogan *Il y a une limite à presser le citron.*

Le service de la recherche a accru sa capacité d'effectuer des sondages en ligne pour les sections locales. Nos membres de la Division du transport aérien, du secteur postsecondaire en Ontario, du secteur municipal en Alberta et des secteurs de l'éducation et des soins hospitaliers en Nouvelle-Écosse ont tous eu recours à ce nouveau système en 2014.

Nos efforts en matière d'environnement ont porté sur la promotion des emplois verts au niveau communautaire, par le biais de notre participation au Réseau pour une économie verte. Grâce à notre projet de compensation pour le carbone émis lors du congrès 2013, des dons totalisant plus de 40 000 dollars ont été versés à nos alliés environnementaux qui se consacrent à trouver des solutions publiques aux enjeux environnementaux.

Enfin, nous outillons nos membres afin qu'ils puissent plaider en faveur d'une économie juste. Par le biais des déjeuners organisés dans les congrès des divisions et de nos vidéos sur l'économie populaire, nous avons amorcé des discussions avec nos membres sur ce que l'économie peut apporter aux travailleurs, à nos familles et à nos communautés.

Assurer la santé et la sécurité au travail

En 2014, les travailleurs de première ligne ont été confrontés à une nouvelle source d'inquiétude : l'Ebola. Le SCFP a publié une fiche d'information et des directives détaillées afin de protéger les travailleurs de la santé, les ambulanciers et les agents de bord.



En matière de santé et de sécurité au travail, nous avons aussi sondé les membres du SCFP sur la problématique du travail effectué seul, en plus de publier une fiche d'information sur cette question. D'autres fiches ont été réalisées sur les punaises de lit, les enquêtes sur les accidents et les maladies professionnelles, les moisissures et la violence au travail.

Au Québec, le SCFP prend des mesures pour contrer la détresse psychologique qui sévit dans les centres d'appels. Une campagne misant sur la sensibilisation des employeurs et des travailleurs a été lancée. Un sondage du SCFP a aussi révélé un niveau alarmant de détresse chez les employés des centres d'appels, comparativement à l'ensemble de la population active québécoise. Cette recherche qui identifie les causes et les conséquences du stress élevé est la première du genre en Amérique du Nord.

Enfin, notre service juridique a collaboré avec le Comité de défense des travailleurs accidentés du SCFP-Ontario pour mettre sur

pied un réseau qui permet aux sections locales d'échanger de l'information et d'obtenir de la formation pour améliorer le soutien prodigué aux accidentés du travail.

Gagner du terrain

Cette année, le personnel de l'évaluation des emplois du SCFP a obtenu plusieurs règlements en matière d'équité salariale pour nos membres qui œuvrent dans les secteurs des services sociaux, de l'éducation et de la santé.

Dans certains cas, comme à Guelph en Ontario, il a fallu augmenter la pression pour convaincre l'employeur de verser leur dû aux employés. Lorsque la Commission

de l'équité salariale de l'Ontario a ordonné à l'agence Community Living Guelph de verser à ses travailleurs l'équivalent de quatre ans des rajustements salariaux, elle a déclaré qu'elle n'en avait pas les moyens. Les membres de la section locale 4392 ont alors fait du piquetage devant le bureau de circonscription de la députée et ministre Liz Sandals, entre autres actions d'éclat. Les syndiqués ont fini par recevoir leur dû.

Au Québec, le SCFP a participé à la contestation judiciaire des modifications rétrogrades apportées en 2009 à la *Loi sur l'équité salariale*. Ces modifications permettaient aux employeurs de revoir leurs obligations en matière d'équité salariale

aux cinq ans, plutôt que sur une base continue. La rétroactivité des rajustements était aussi éliminée. De plus, ces réformes privaient les travailleurs d'informations cruciales pour pouvoir porter plainte.

Le SCFP a défendu et remporté cette cause au nom des 150 000 membres des syndicats affiliés à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). En janvier, la Cour supérieure du Québec a statué que ces volets des réformes contrevenaient au principe d'égalité des sexes garanti par les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés. Le gouvernement du Québec a porté cette décision en appel.



Pour des communautés plus fortes

Au travail comme dans leur quartier, les membres du SCFP militent pour le mieux-être de leur communauté.

Nous sommes fiers de fournir des services publics de qualité. Nous œuvrons aux côtés des autres membres de la communauté pour protéger et améliorer les services dont nous bénéficions tous. Jour après jour, de toutes sortes de manières, les membres du SCFP se soucient de leur communauté.

Cette année, le Conseil des Canadiens a reconnu le travail de nos membres en nous décernant son prix du Militant de l'année. Le Conseil a ainsi voulu souligner notre « engagement inébranlable envers la justice sociale, la lutte contre la privatisation des services publics et le soutien aux travailleurs du secteur public ». Notre partenariat avec le Conseil ne date pas d'hier et, ensemble, nous continuons de lutter pour les soins de santé publics, l'eau publique,

le commerce juste et la démocratie, à l'échelle locale comme nationale.

Nos coalitions

En 2014, la formation et le renforcement de nos coalitions ont été des priorités pour notre syndicat. Nous avons donc approfondi nos liens avec l'American Federation of State, County and Municipal Employees, notre pendant aux États-Unis. Le fait de participer ensemble à de grands événements, de partager conseils et découvertes

en matière d'organisation, ainsi que nos travaux de recherche sur les menaces émergentes (comme les obligations à impact social) nous ont permis d'accroître notre pouvoir syndical, et ce, au-delà des frontières.

Notre force collective a grandi, puisque le SCFP a ajouté l'Institut Broadbent au nombre des organismes progressistes qu'il soutient et auquel il participe. Nous avons aussi continué de participer à plusieurs



coalitions, comme le Réseau pour le commerce juste, Trade Unions for Energy Democracy, le Réseau pour une énergie verte, Repensons nos services de garde et la Coalition canadienne de la santé.

En août, les militants du SCFP ont pu approfondir leurs liens de solidarité avec les mouvements sociaux de partout au pays dans le cadre du Forum social des peuples qui s'est tenu à Ottawa. Le SCFP a contribué au succès de ce forum. Plusieurs de nos membres, employés et dirigeants ont participé à une grande manifestation, en plus d'animer des ateliers sur la défense des soins de santé publics, la lutte à la privatisation de l'eau, les alternatives aux accords commerciaux corporatistes et la valeur des services publics.

Sensibiliser pour protéger nos services

Le travail que nous effectuons au sein des coalitions porte des fruits à l'échelle locale. C'est là que nous tissons des liens avec nos

amis et nos voisins. C'est là que nous organisons notre riposte. Et c'est là que nous réalisons des gains qui profitent à tout le monde. Une victoire à l'échelle locale a des échos à travers le pays et nous donne de l'élan. Les divers efforts déployés par le SCFP cette année pour protéger les services publics de qualité s'inscrivent dans cette approche citoyenne.

En 2014, le SCFP a investi 2,25 millions de dollars dans la lutte contre la privatisation et la défense des services publics, aux niveaux local, provincial et national. Le SCFP national a aussi financé 67 campagnes à frais partagés avec ses sections locales, ses divisions et ses autres parties constituantes, pour une somme totale de 2,83 millions de dollars.

Afin de bâtir des coalitions locales fortes, plusieurs campagnes reposaient sur la sensibilisation de la population. Elles comportaient également des éléments de sensibilisation et de formation des membres, de la recherche et de l'action

politique, notamment des activités de lobbying. En défendant les services publics de qualité dans chaque secteur et dans chaque région, les membres du SCFP ont accru la visibilité de notre syndicat et la participation à la vie syndicale.

Parmi les hauts faits de l'action collective au SCFP en 2014, mentionnons une journée d'action historique pour la défense de Radio-Canada/CBC. Plus de 25 000 personnes se sont réunies dans neuf villes québécoises et à Moncton pour prendre la défense du radiodiffuseur public et condamner les compressions sauvages qui menacent sa survie. Les membres du SCFP se sont aussi mobilisés contre la fermeture du costumier de Radio-Canada, le plus important en Amérique du Nord. Le SCFP représente 1700 employés de Radio-Canada au Québec et à Moncton.

Grâce à la campagne pluriannuelle visant à améliorer le salaire et les conditions de travail des préposés aux services de soutien à la personne en Ontario, le SCFP et nos

alliés ont remporté une grande victoire cette année. Ces préposés qui offrent des soins communautaires et à domicile sont terriblement sous-payés. Ils travaillent pour la plupart à temps partiel, sans avantages sociaux ni horaire fixe. Cette année, le gouvernement ontarien a annoncé une augmentation de salaire pour les préposés dont le poste est subventionné par l'État. D'autres hausses sont prévues en avril 2015 et 2016.

À Winnipeg, la campagne *Positively Public* (Positivement public) de la section locale 500 a permis aux syndiqués et à la population d'unir leurs forces contre l'imposition en décembre de 3,5 jours de congé sans solde obligatoires aux employés municipaux. Cette victoire a permis d'assurer la dotation complète en personnel des services et des programmes.

En juin, les syndiqués du SCFP-Alberta ont fait la fête lorsque le gouvernement provincial a annoncé l'abandon de la construction de plusieurs écoles en





↑ Le 23 août, le SCFP-Manitoba participait au festival annuel Manitoba Filipino Street à Winnipeg. Les membres du SCFP se sont joints aux citoyens pour célébrer l'héritage culturel philippin à Winnipeg.

partenariat public-privé (PPP), faute d'entrepreneur intéressé. En 2013, le SCFP-Alberta avait publié un rapport qui prévenait le gouvernement contre le coût et les conséquences de la construction d'écoles en PPP.

Les employés de la bibliothèque d'Oshawa, membres de la section locale 960, ont profité du 150^e anniversaire de leur établissement et des élections municipales pour mener une campagne de sensibilisation visant à souligner l'importance des bibliothèques de quartier. Ils ont produit une série de signets qui sont devenus des pièces de collection. La campagne illustrait le rôle central d'une bibliothèque publique bien financée dans la vie communautaire.

En Ontario, les syndiqués du SCFP du secteur de l'éducation postsecondaire ont fait une tournée des campus sur le thème *Où est notre financement?* pour dénoncer le sous-financement chronique et le manque de transparence des universités ontariennes. Cette campagne a incité les travailleurs et les citoyens à débattre du financement de l'enseignement postsecondaire.

En Saskatchewan, les syndiqués du SCFP du secteur de la santé continuent de s'opposer à la privatisation imminente des services de buanderie, comme à toutes les menaces de privatisation. Des conversations individuelles avec les membres, une série de barbecues estivaux et un festival de musique intitulé *Keep Health Care Public*

(Gardons nos soins de santé publics) ont été au cœur de cette campagne de riposte. En novembre, une manifestation réclamant la justice et le respect pour 75 travailleurs d'une buanderie de Prince Albert a bénéficié d'un important appui populaire, le maire et le conseil municipal soutenant aussi la cause.

Les membres de la section locale 3911 à l'Université Athabasca s'organisent pour sauver le « modèle de tutorat » pour la formation à distance, car il assure un apprentissage de qualité aux étudiants. La section locale a lancé une campagne sur Internet. Elle a aussi forgé des alliances avec les étudiants, les professeurs et les autres employés.

Soutenir les efforts d'organisation locaux

Les conseils régionaux réunissent les sections locales du SCFP dans une région donnée afin de coordonner localement le soutien à la grève et la négociation collective, ainsi que pour organiser la lutte contre la privatisation. Ces conseils jouent un rôle essentiel au chapitre de l'organisation et de la mobilisation.

En 2014, le SCFP a versé près de 42 000 dollars aux conseils régionaux pour soutenir les activités des conseils dans sept régions et communautés. La liste des projets financés démontre qu'on peut faire beaucoup avec peu. Ces projets ont aidé les conseils à :

- rassembler les dirigeants, les militants et les délégués syndicaux pour qu'ils échangent et apprennent ensemble.
- mobiliser la population et les membres.
- sensibiliser les sections locales du SCFP non affiliées aux conseils.
- développer une application mobile multilingue sur les lois qui protègent les droits des travailleurs.
- augmenter la visibilité du SCFP par la commandite d'activités communautaires.





En Colombie-Britannique, le SEH a poursuivi sa campagne en vue de faire augmenter les niveaux de dotation en personnel dans le secteur des soins aux aînés. Cet automne, une enquête commandée par le SEH a démontré que plusieurs établissements de soins de longue durée n'ont pas assez d'employés pour assurer des soins sécuritaires et de qualité. Cette enquête illustre à quel point le travail à effectif réduit à des conséquences néfastes pour les résidents et les travailleurs. Enfin, le SEH a rencontré la nouvelle protectrice des aînés de la province pour discuter notamment des effets du manque chronique de personnel.



À Winnipeg, les membres de la section locale 2180 à l'emploi de Tuxedo Villa Personal Care Home ont tenu un piquet d'information pour sensibiliser la population aux conditions salariales et au manque de personnel dans le secteur des soins de longue durée.

Vêtus de t-shirts portant le slogan *Our Water, Our Home* (Notre eau, notre communauté), les membres de la section locale 1505 qui travaillent à la municipalité régionale de Wood Buffalo ont rempli la salle du conseil à Fort McMurray pour obtenir l'adoption d'un règlement qui assure le statut public des services municipaux. Cette section locale a aussi réussi à ramener à l'interne les services d'inspection des bâtiments.

En Nouvelle-Écosse, les employés d'hôpitaux affiliés au SCFP ont fait de la sensibilisation aux infections nosocomiales. Pour transmettre leur message à la population, ils ont profité de 17 événements locaux pour distribuer des dizaines de milliers de bouteilles de désinfectant pour les mains, ainsi que de l'information sur diverses



← En mars, les membres du SEH et des citoyens ont fait front commun pour protester contre la sous-traitance et les mises à pied massives à la maison de retraite New Horizons de Campbell River. Le SEH continue de se battre contre le rachat de contrats de travail dans les secteurs de la santé et des soins de longue durée en dénonçant ses effets sur la dotation en personnel et la qualité des soins.

mesures simples pour éviter la propagation de ces « superbactéries ».

En Colombie-Britannique, les membres de la section locale 873 ont fait la promotion des services ambulanciers provinciaux, le gouvernement provincial libéral envisageant de transférer cette responsabilité aux municipalités, voire de l'intégrer aux casernes de pompiers.





↑ La campagne *Le temps pour soigner* du SCFP s'est arrêtée à Sturgeon Falls en Ontario. L'objectif de la campagne est d'améliorer la qualité des soins de longue durée en Ontario en augmentant le financement et le personnel, en plus d'instaurer une norme minimale de quatre heures de soins par jour par résident.

À Sault Ste. Marie, les travailleuses en garderie ont fait campagne pour sauver trois établissements municipaux. Ces membres de la section locale 67 ont conclu des alliances pour mettre de la pression sur la maire et le conseil municipal. Elles ont même fait de ce dossier un enjeu lors des élections provinciales. Leur campagne intensive a poussé le conseil municipal à voter contre la fermeture de ces garderies. Le conseil a aussi mis sur pied un comité pour étudier les besoins de la ville en la matière. La section locale est représentée sur ce comité.

Les membres du SCFP se sont également démenés pour sauver la garderie Coronation Park de Lambton County en Ontario. Après 42 ans d'existence, ses subsides annuels ont

→ Cet été, des membres du SCFP de l'île de Vancouver ont servi de l'eau du robinet aux festivaliers des municipalités de Comox (sur la photo) et de Duncan.



été amputés de 1,3 million de dollars après l'entrée en vigueur de la nouvelle formule de financement provinciale. Les membres de la section locale 2926 ont fait pression sur le conseil municipal et les candidats aux élections provinciales. Ils ont réussi à reporter la fermeture à deux reprises lors de votes du conseil, avant de perdre la bataille par une seule voix à l'automne.

Le SCFP a appuyé la journée *Worthy Wage* (Des salaires décents) de la Nova Scotia Child Care Association. Les éducatrices à la petite enfance de la Nouvelle-Écosse sont les moins bien payées au pays. Pire, la plupart d'entre elles n'ont pas de régime de retraite ou d'assurances collectives. Leur lutte témoigne de la nécessité d'instaurer un système national de garderies bien financées et de qualité.

En novembre, la section locale 2153 a salué les 210 embauches effectuées par le gouvernement du Manitoba afin de remplacer les travailleurs contractuels dans le domaine des services à l'enfance. La sécurité et le bien-être des enfants en ont été rehaussés.

Au printemps, les membres du Conseil des syndicats d'hôpitaux du Nouveau-Brunswick (section locale 1252) ont fait le tour de la province pour sensibiliser la population à l'érosion des services de santé. Des assemblées publiques ont eu lieu dans les communautés les plus gravement touchées par la réduction des services. Elles sont surtout situées en région rurale.

Au Nouveau-Brunswick, les membres de la section locale 1190 affectés à l'entretien des routes provinciales ont frappé un coup de circuit avec la ligne téléphonique mise sur pied pour recueillir les commentaires des citoyens après la baisse du budget de déneigement. Forte de ces nombreux





← À son congrès annuel, le SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard a recueilli 11 500 dollars pour la Société du timbre de Pâques. C'est la section locale 805 du secteur de la santé qui a lancé cette campagne de financement en faisant un don annuel. Cette année, les aides-éducatrices et les employés des services à la jeunesse de la section locale 3260 ont emboîté le pas. Le SCFP national a aussi fait un don au nom de tous ses membres.

témoignages, la section locale a réclamé l'annulation des compressions.

Lorsqu'elle a repris le contrat des services alimentaires à l'Université Trent de Peterborough en Ontario, la multinationale Compass Group Canada a menacé les membres de la section locale 3205 d'effacer 27 ans d'acquis collectifs. Une coalition d'étudiants, d'enseignants et de syndiqués du campus a forcé Compass à reconnaître le syndicat et à respecter la convention collective de ses employés.

Notre mission éducative

Nous avons célébré le dixième anniversaire du programme de membres formateurs du SCFP. Depuis 2004, nous avons formé des centaines de membres pour effectuer de l'animation, de l'éducation aux adultes et pour offrir les ateliers du SCFP. Ce programme accorde une attention particulière au recrutement et à la formation de membres appartenant aux groupes en quête d'égalité.

En septembre, le service de l'éducation syndicale du SCFP (SÉS) a offert son nouvel atelier d'introduction aux droits de la personne d'une durée d'une semaine à l'école André Lamoureux Memorial de Cornwall en Ontario. Cet atelier sensibilise les participants à



← À la fin de 2013, la section locale 8, qui représente les travailleurs en soins de longue durée de Calgary, a fait un don de 5000 dollars pour venir en aide aux victimes du typhon Yolanda aux Philippines. Avec cet argent, les citoyens de San Roque ont pu réparer le toit d'une école secondaire et un abri qu'utilisent les gens pour attendre l'autobus.

l'oppression et à la discrimination. Les moyens de favoriser l'égalité comme l'équité salariale, l'équité en matière d'emploi, le devoir d'accommodement, les services de garde et les politiques contre le harcèlement sont aussi abordés. Un atelier d'une semaine sur la négociation collective, ainsi que de nouveaux modules d'apprentissage sur la santé mentale au travail à l'intention des délégués syndicaux ont aussi été élaborés.

En 2014, le personnel du SÉS a participé à la bonification de notre formation offerte dans le cadre du projet *Ensemble pour un monde plus juste*. La collaboration avec les éducateurs du CTC s'est également

poursuivie afin de fournir de la formation à tous les affiliés.

Le projet *Ensemble pour un monde plus juste* et notre 50^e anniversaire ont aussi stimulé l'intérêt de nos membres pour l'histoire du mouvement ouvrier. Nous avons donc préparé un nouveau cours intitulé *Histoire du mouvement ouvrier et lutte des classes*. À travers l'analyse des classes et des médias et de l'étude de l'économie populaire, les participants tirent des leçons du passé et du présent. Ils font des liens entre ce qu'ils vivent dans leur section locale et le contexte actuel au Canada comme dans le monde. Les participants ressortent du cours fiers de notre histoire, pressés de la



Le syndicat des communautés du Canada



Le SFCP compte
630 000
MEMBRES
RÉPARTIS DANS
2374
SECTIONS LOCALES
à travers le pays


1 citoyen
canadien
sur
57
est membre du SFCP



1 travailleur
canadien
sur
28
est membre du SFCP



En 2014, les membres du SFCP
ont versé environ
4,1 MILLIARDS
EN IMPÔTS SUR LE REVENU
2 MILLIARDS
en taxes de vente
1 MILLIARDS
EN IMPÔTS FONCIERS

partager et prêts à en écrire de nouveaux chapitres.

Cette année, le SCFP s'est aussi opposé aux dernières attaques des Conservateurs contre les programmes d'alphabétisation. Le gouvernement canadien a sabré le financement de 22 organismes d'alphabétisation. Plusieurs d'entre eux ont dû réduire leurs services, mettre à pied du personnel, voire fermer complètement. Le SCFP continue de soutenir ces organismes d'alphabétisation et de faire la promotion

de l'alphabétisation et de l'enseignement des compétences essentielles.

En matière d'alphabétisation, le SCFP a produit une analyse des lacunes du Fonds canadien pour l'emploi. Le Fonds remplace l'Entente sur le marché du travail (EMT) qui était nettement plus efficace. L'EMT finançait les programmes provinciaux et territoriaux d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles offerts aux Canadiens qui n'ont pas droit à l'assurance-emploi.

Lancement du nouveau scfp.ca

En mai, le SCFP a lancé une vaste refonte de son site Internet national, le scfp.ca. Le site comporte maintenant de nouvelles fonctionnalités qui bonifient l'expérience des utilisateurs.

Les membres peuvent désormais communiquer aisément avec leur section locale et consulter leur convention collective. Ces deux options sont très populaires. Les

membres sont aussi nombreux à utiliser le site pour s'inscrire aux activités et aux ateliers du SCFP.

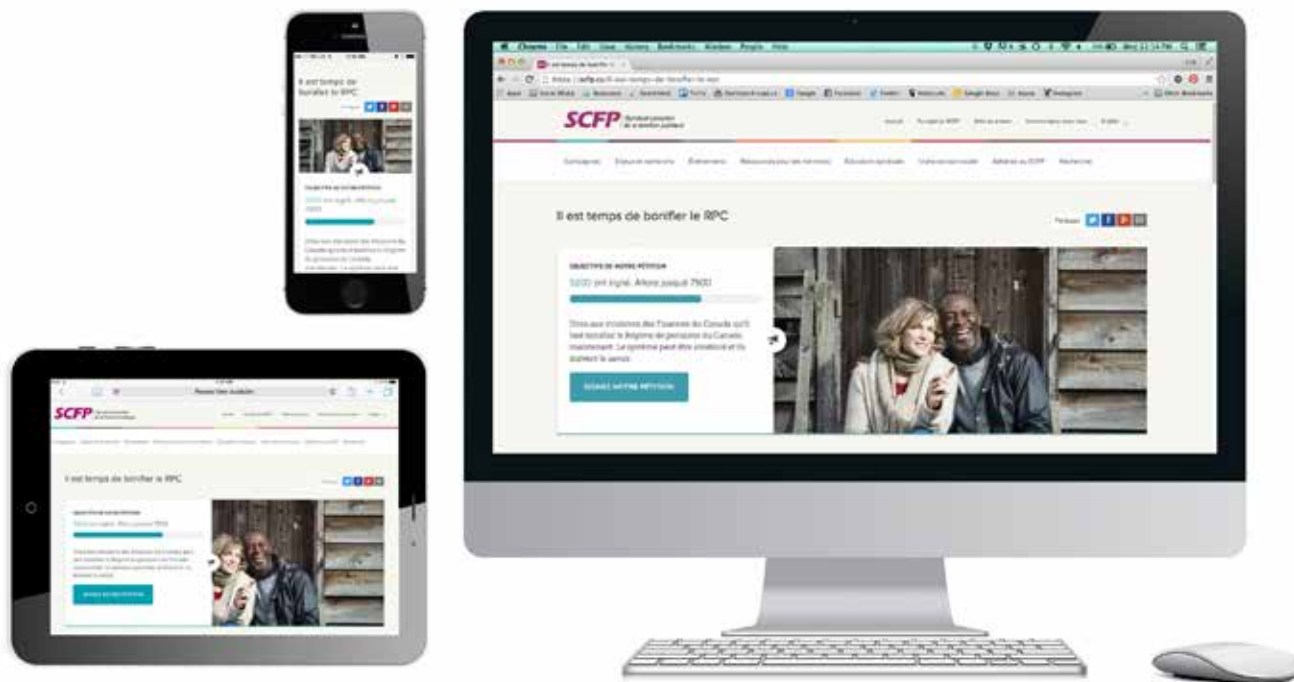
En outre, nos membres et nos alliés utilisent la version revampée de la section *Ressources aux membres* pour lire, télécharger et commander de la documentation. Cette section offre du matériel s'adressant aux comités de négociation, aux sections locales, aux trésoriers, aux délégués syndicaux et aux communicateurs.

La nouvelle facture du site facilite la localisation de nos campagnes et la recherche dans nos archives. De plus, le nouveau scfp.ca s'adapte aux appareils mobiles qui sont utilisés pour le tiers des visites. La présentation du site simplifie aussi le partage de contenu sur les réseaux sociaux, ce qui augmente la diffusion.

Enfin, nous avons contribué à la construction de 140 sites Internet pour les sections locales du SCFP, ce qui accroît les échanges entre les membres au niveau local.

Les réseaux sociaux au service du changement

En ligne, nous visons plus qu'une simple présence sur les réseaux sociaux. Nous utilisons nos contacts pour changer les choses. De concert avec nos alliés, les membres du SCFP ont été de tous les combats virtuels pour sensibiliser et





orienter la conversation dans les dossiers importants aux yeux des travailleurs. Cette année, le personnel du SCFP a d'ailleurs reçu le prix de la meilleure utilisation des réseaux sociaux remis par l'Association canadienne de la presse syndicale.

En 2014, nous avons encore plus utilisé les réseaux sociaux pour disséminer de l'information et faire de nos membres des agents de changement. Le SCFP offre à ses membres les ressources nécessaires pour faire valoir nos points de vue à leurs amis, à leurs proches, à leurs concitoyens et à leurs élus.

Le SCFP a organisé des campagnes Internet pour stopper les attaques conservatrices contre les travailleurs, réclamer la bonification du Régime de pensions du Canada, protéger la sécurité des passagers et contrer la réforme de l'assurance-emploi. Avec nos alliés, nous avons notamment mené des campagnes en ligne afin de sauver les soins de santé publics, de créer un réseau national de garderies et de mettre fin à la violence envers les femmes.

En 2014, notre article le plus populaire sur Facebook expliquait les dangers du fractionnement du revenu proposé par les Conservateurs. Nos membres ont partagé

notre analyse avec des milliers d'amis et d'alliés, ce qui nous a permis d'attirer l'attention d'autres organismes, des politiciens et des médias.

De concert avec d'autres organisations et politiciens progressistes, nous avons sonné l'alarme. Grâce à notre persévérance, la question du fractionnement a été abondamment traitée par les médias nationaux. En ligne, nous continuerons à être de tous les combats en 2015. Nous y réclamerons notamment du changement à l'approche des élections fédérales.

C'est le temps que ça change

Ensemble, nous avons jeté les fondations pour construire un Canada meilleur.
Il est maintenant temps de passer à l'action.

L'année qui commence sera cruciale. Notre solidarité et notre détermination doivent être mises à contribution afin d'élire le premier gouvernement néo-démocrate au niveau fédéral.

À notre dernier congrès national, les délégués nous ont donné un mandat sans équivoque en vue des élections fédérales : battre les Conservateurs et élire un gouvernement du NPD qui partage nos valeurs d'égalité et de justice pour tous.

Les liens que nous avons tissés avec nos membres et nos alliés en 2014 seront fort utiles pour atteindre ce double objectif. Nous augmenterons notre force en nous rapprochant encore davantage de nos 630 000 membres. Par le biais du projet *Ensemble pour un monde plus juste*, nous donnerons à nos membres le pouvoir d'agir dans leur communauté et de contribuer à la mise en marche d'un puissant mouvement de changement politique.

Ensemble, nous pouvons faire élire le NPD et réellement améliorer la situation des travailleurs et de leurs familles. La population mérite de bons emplois, des soins de santé publics, des garderies abordables et la sécurité à la retraite. Nous sommes à une élection près de nous doter d'un gouvernement qui concrétisera ces idéaux.

L'année 2015 sera incroyablement occupée. Tout en nous impliquant politiquement, nous devons continuer à œuvrer dans nos milieux de travail et dans nos communautés.

Les membres du SCFP feront face à de nombreux défis, à la table de négociations comme ailleurs. À tous les niveaux, les gouvernements chercheront encore à réduire leurs coûts et à diminuer les services. Les attaques contre les services publics, les régimes de retraite et les droits des syndiqués se poursuivront. Heureusement, le SCFP est le plus grand syndicat au Canada et nous disposons des ressources humaines et financières pour épauler nos membres. Ensemble, nous continuerons à riposter, à avancer et à réaliser des gains sur tous les fronts.

Au SCFP, les membres sont solidaires les uns des autres. En 2015, nous aurons besoin de cette solidarité pour protéger nos emplois et défendre les services publics. C'est en s'entraidant que nous résisterons aux assauts des gouvernements contre les travailleurs et contre nos droits. Aux côtés de nos proches et de nos voisins, nous travaillerons pour obtenir du vrai changement aux élections fédérales de 2015.

Ensemble, nous pouvons faire l'histoire en élisant le premier gouvernement fédéral pro-travailleur, un gouvernement du NPD.





SCFP / *Syndicat canadien
de la fonction publique*

1375, boulevard Saint-Laurent – Ottawa, Ontario K1G 0Z7
(613) 237-1590 – scfp.ca – [@scfpnat](https://twitter.com/scfpnat)